



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING

mercredi

16-06-2004

Matin

woensdag

16-06-2004

Voormiddag

SOMMAIRE

Question de M. François-Xavier de Donnea au ministre de la Défense sur "les mesures de compensation et de restitution en faveur des victimes du nazisme" (n° 3040) 1

Orateurs: **François-Xavier de Donnea, André Flahaut**, ministre de la Défense

Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "la répartition régionale des hélicoptères" (n° 3128) 2

Orateurs: **Luc Sevenhans, André Flahaut**, ministre de la Défense

Interpellation et questions jointes de 3

- M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "les conclusions de la commission d'enquête Brisaert" (n° 364) 3

- M. Stef Goris au ministre de la Défense sur "l'arrêt du Conseil d'Etat et la nouvelle désignation du colonel Pirson comme chef de service du Centre des grands brûlés à Neder-Over-Heembeek" (n° 3130) 3

- M. Daan Schalck au ministre de la Défense sur "le retour de M. Pirson au Centre des grands brûlés à Neder-Over-Heembeek et ses conséquences" (n° 3131) 3

- M. Pieter De Crem au ministre de la Défense sur "les conséquences des conclusions de la commission d'enquête Brisaert" (n° 3147) 3

- M. Pieter De Crem au ministre de la Défense sur "la situation et le fonctionnement du Centre des grands brûlés de Neder-over-Heembeek" (n° 3148) 3

- Mme Catherine Doyen-Fonck au ministre de la Défense sur "le fonctionnement de l'hôpital militaire" (n° 3157) 3

Orateurs: **Luc Sevenhans, Stef Goris, Daan Schalck, Pieter De Crem**, président du groupe CD&V, **Catherine Doyen-Fonck, André Flahaut**, ministre de la Défense

Motions 11

INHOUD

Vraag van de heer François-Xavier de Donnea aan de minister van Landsverdediging over "de compensatie- en vergoedingsmaatregelen ten voordele van de slachtoffers van het nazisme" (nr. 3040) 1

Sprekers: **François-Xavier de Donnea, André Flahaut**, minister van Landsverdediging

Vraag van de heer Luc Sevenhans aan de minister van Landsverdediging over "de regionale spreiding van de helikopters" (nr. 3128) 2

Sprekers: **Luc Sevenhans, André Flahaut**, minister van Landsverdediging

Samengevoegde interpellatie en vragen van 3

- de heer Luc Sevenhans tot de minister van Landsverdediging over "de conclusies van de onderzoekscommissie Brisaert" (nr. 364) 3

- de heer Stef Goris aan de minister van Landsverdediging over "het arrest van de Raad van State en de heraanstelling van kolonel Pirson tot diensthoofd van het Brandwondencentrum in Neder-Over-Heembeek" (nr. 3130) 3

- de heer Daan Schalck aan de minister van Landsverdediging over "de terugkeer van de heer Pirson bij het Brandwondencentrum in Neder-Over-Heembeek en zijn gevolgen" (nr. 3131) 3

- de heer Pieter De Crem aan de minister van Landsverdediging over "de gevolgen van de conclusies van de onderzoekscommissie Brisaert" (nr. 3147) 3

- de heer Pieter De Crem aan de minister van Landsverdediging over "de toestand en de werking van het Brandwondencentrum te Neder-over-Heembeek" (nr. 3148) 3

- mevrouw Catherine Doyen-Fonck aan de minister van Landsverdediging over "de werking van het militair hospitaal" (nr. 3157) 3

Sprekers: **Luc Sevenhans, Stef Goris, Daan Schalck, Pieter De Crem**, voorzitter van de CD&V-fractie, **Catherine Doyen-Fonck, André Flahaut**, minister van Landsverdediging

Moties 11

COMMISSION DE LA DEFENSE
NATIONALE

du

MERCREDI 16 JUIN 2004

Matin

COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 16 JUNI 2004

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10h.20 par M. Philippe Monfils, président.

De vergadering wordt geopend om 10.20 uur door de heer Philippe Monfils, voorzitter.

01 Question de M. François-Xavier de Donnea au ministre de la Défense sur "les mesures de compensation et de restitution en faveur des victimes du nazisme" (n° 3040)

01 Vraag van de heer François-Xavier de Donnea aan de minister van Landsverdediging over "de compensatie- en vergoedingsmaatregelen ten voordele van de slachtoffers van het nazisme" (nr. 3040)

01.01 François-Xavier de Donnea (MR) : L'association « Originaires de Belgique en Israël » (OBI) est la plus active des organisations d'anciens Belges en Israël. Elle exprime son mécontentement par rapport aux mesures de compensation-restitution que le gouvernement aurait l'intention de prendre, notamment ce qu'ils ont baptisé la « rente Flahaut », en raison de l'exigence, pour l'octroi de celle-ci, de la perte des deux parents et d'une condition de nationalité belge et, également, en raison de la faiblesse de la rente.

01.01 François-Xavier de Donnea (MR): De vereniging 'Afkomstigen uit België in Israël' (ABI) is de meest actieve organisatie van voormalige Belgen in Israël. Ze uitte haar ontevredenheid omtrent de compenserende en herstelmaatregelen die de regering zou willen nemen, meer bepaald de zogenaamde 'Flahautrente'. Die wordt immers slechts toegekend aan wie beide ouders verloren heeft en de Belgische nationaliteit bezit. Bovendien gaat het om een zeer beperkt bedrag.

Cette loi ne pourrait-elle être amendée afin de tenir compte des enfants dont un seul parent a été déporté, sans distinction de nationalité, tout comme cela se pratique dans des pays voisins, qui octroient d'ailleurs une rente plus élevée ? La question aurait été soulevée lors de la discussion du projet. Des motifs budgétaires auraient été avancés. Est-ce exact ? Les montants concernés sont très faibles et il y a là une opportunité de poser un geste bienvenu au moment où nos relations avec Israël sont en train de se normaliser.

Zou deze wet niet kunnen worden geamendeerd, in die zin dat ook de kinderen van wie één ouder werd gedeporteerd voor de maatregel in aanmerking komen en dat niet langer een onderscheid wordt gemaakt op grond van de nationaliteit, zoals in de buurlanden het geval is? Daar wordt trouwens ook een hogere rente toegekend. Naar verluidt kwam dit punt tijdens de bespreking al aan bod en werden budgettaire redenen aangevoerd. Klopt dat? Het gaat om zeer beperkte bedragen en bovendien is dit een kans om een positief gebaar te doen nu het met onze betrekkingen met Israël weer de goede kant opgaat.

01.02 André Flahaut, ministre (*en français*) : A la suite de la seconde guerre mondiale, la Belgique a adopté plusieurs lois qui, fondées sur la solidarité nationale, instaurent diverses mesures en faveur

01.02 Minister André Flahaut (*Frans*): Na de tweede wereldoorlog heeft België diverse op de nationale solidariteit gestoelde wetten aangenomen die voorzien in verschillende maatregelen ten

des victimes de la guerre, qui prévoient toujours une condition de nationalité belge. La loi du 11 avril 2003, qui la complète, confirme cette différence de traitement entre ressortissants belges et étrangers.

L'exigence du décès en déportation des deux parents n'est que la transposition des dispositions prises en faveur des orphelins de prisonniers politiques, afin d'éviter toute discrimination.

Le montant de la rente est identique à celui dont bénéficient les réfractaires au STO, pour que des situations similaires soient traitées de manière identique.

Le processus de compensation-restitution relève de la compétence du Premier ministre.

A l'époque de l'adoption de la loi, une discussion a porté, au Sénat, sur la faiblesse de la rente et la condition d'un ou de deux parents disparus. Il a été décidé de ne pas y donner suite, pour des motifs budgétaires. Ceci dit, le nombre de personnes concernées diminue sans cesse. De plus, un nouveau programme est prévu, qui concerne toutes les victimes de guerre. Si des amendements sont souhaitables, il faudrait les examiner au vu de la nouvelle situation.

01.03 François-Xavier de Donnea (MR): Ce n'est donc pas un «non» catégorique.

01.04 André Flahaut, ministre (*en français*): Non.

L'incident est clos.

02 Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "la répartition régionale des hélicoptères" (n° 3128)

02.01 Luc Sevenhans (VLAAMS BLOK): Toutes les unités volantes vont être regroupées. Le groupement aviation légère sera transféré à la composante aérienne à la mi-2004. En conséquence, tous les hélicoptères seraient stationnés dans le Brabant wallon à partir de 2007. Seuls les quatre Seakings resteront à Coxyde, à l'intervention du ministre Vande Lanotte.

J'ai interrogé le ministre il y a six mois sur le fait que plus aucun hélicoptère tactique ne subsisterait en Flandre. Pour préserver l'équilibre communautaire, j'ai également demandé au ministre si les hélicoptères de transport pourraient

avoir le bénéfice de la loi sur les victimes de la guerre, qui prévoit toujours une condition de nationalité belge. La loi du 11 avril 2003, qui la complète, confirme cette différence de traitement entre ressortissants belges et étrangers.

De la même manière, la condition de décès en déportation des deux parents n'est que la transposition des dispositions prises en faveur des orphelins de prisonniers politiques, afin d'éviter toute discrimination.

Le montant de la rente est identique à celui dont bénéficient les réfractaires au STO, pour que des situations similaires soient traitées de manière identique.

Le processus de compensation-restitution relève de la compétence du Premier ministre.

A l'époque de l'adoption de la loi, une discussion a porté, au Sénat, sur la faiblesse de la rente et la condition d'un ou de deux parents disparus. Il a été décidé de ne pas y donner suite, pour des motifs budgétaires. Ceci dit, le nombre de personnes concernées diminue sans cesse. De plus, un nouveau programme est prévu, qui concerne toutes les victimes de guerre. Si des amendements sont souhaitables, il faudrait les examiner au vu de la nouvelle situation.

01.03 François-Xavier de Donnea (MR): Het is dus geen onvoorwaardelijk 'neen'.

01.04 Minister André Flahaut: Neen.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Luc Sevenhans aan de minister van Landsverdediging over "de regionale spreiding van de helikopters" (nr. 3128)

02.01 Luc Sevenhans (VLAAMS BLOK): Alle vliegende eenheden worden opnieuw gegroepeerd. De groepering licht vliegwezen gaat midden 2004 over naar de luchtcomponent. Daardoor zouden alle helikopters vanaf 2007 gestationeerd worden in Waals-Brabant. Enkel de vier Seakings blijven, na interventie van minister Vande Lanotte, in Koksijde.

Ik ondervroeg de minister een half jaar geleden over het feit dat er geen tactische helikopters meer zullen overblijven in Vlaanderen. Om het communautair evenwicht te bewaren, vroeg ik de minister ook of de transporthelikopters in

être stationnés à Brasschaat. L'infrastructure y serait ainsi utilisée. Le ministre a répondu que la situation était étudiée globalement. Cette étude est-elle entre-temps disponible ?

02.02 **André Flahaut**, ministre (*en français*) : L'étude n'est pas encore terminée. À la fin du mois de janvier, j'ai déjà répondu à M. Sevenhans que la piste de Gossoncourt permettait de desservir Beauvechain avec des avions Marchetti. Il n'est toutefois pas question de rendre à nouveau opérationnel l'aérodrome de Gossoncourt. L'utilisation d'hélicoptères de transport est toujours à l'étude. Une autre étude permettra d'optimiser l'utilisation des infrastructures existantes, tout en veillant à une répartition géographique équilibrée des unités.

Si les hélicoptères Sea King se trouvent à Coxyde, c'est parce que la plus grosse partie de leur travail a lieu en mer. Il ne serait donc pas logique de les installer ailleurs. Ils sont toutefois employés dans d'autres régions en cas de catastrophe. Ceci prouve que la localisation géographique importe peu du point de vue opérationnel.

02.03 **Luc Sevenhans** (VLAAMS BLOK): Je reviendrai sur ce dossier dans quelques mois. Le problème est suffisamment grave.

L'incident est clos.

03 Interpellation et questions jointes de

- M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "les conclusions de la commission d'enquête Brisaert" (n° 364)
- M. Stef Goris au ministre de la Défense sur "l'arrêt du Conseil d'Etat et la nouvelle désignation du colonel Pirson comme chef de service du Centre des grands brûlés à Neder-Over-Heembeek" (n° 3130)
- M. Daan Schalck au ministre de la Défense sur "le retour de M. Pirson au Centre des grands brûlés à Neder-Over-Heembeek et ses conséquences" (n° 3131)
- M. Pieter De Crem au ministre de la Défense sur "les conséquences des conclusions de la commission d'enquête Brisaert" (n° 3147)
- M. Pieter De Crem au ministre de la Défense sur "la situation et le fonctionnement du Centre des grands brûlés de Neder-over-Heembeek" (n° 3148)
- Mme Catherine Doyen-Fonck au ministre de la Défense sur "le fonctionnement de l'hôpital militaire" (n° 3157)

Brasschaat gestationeerd zouden kunnen worden. De infrastructuur daar zou dan ook benut worden. De minister antwoordde dat de hele situatie werd bestudeerd. Is de studie ondertussen klaar?

02.02 Minister **André Flahaut** (*Frans*): De studie is nog niet klaar. Eind januari antwoordde ik de heer Sevenhans al dat de piste van Goetsenhoven de mogelijkheid biedt Bevekom met Marchetti-vliegtuigen aan te doen. Er is echter geen sprake van het vliegveld van Goetsenhoven weer operationeel te maken. Het gebruik van transporthelikopters wordt nog bestudeerd. Een andere studie is op een optimaal gebruik van de bestaande infrastructuur gericht, met een evenwichtige geografische spreiding van de eenheden in het achterhoofd.

De Sea King helikopters zijn in Koksijde gestationeerd, omdat ze meestal boven zee worden ingezet. Ze elders stationeren ligt daarom niet voor de hand. Ze worden wel in andere gebieden ingezet wanneer zich een ramp voordoet, wat aantoonde dat de geografische vestiging vanuit operationeel oogpunt van weinig belang is.

02.03 **Luc Sevenhans** (VLAAMS BLOK): Ik kom over enkele maanden nog eens terug op dit dossier. De problematiek is ernstig genoeg.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde interpellatie en vragen van

- de heer Luc Sevenhans tot de minister van Landsverdediging over "de conclusies van de onderzoekscommissie Brisaert" (nr. 364)
- de heer Stef Goris aan de minister van Landsverdediging over "het arrest van de Raad van State en de heraanstelling van kolonel Pirson tot diensthoud van het Brandwondencentrum in Neder-Over-Heembeek" (nr. 3130)
- de heer Daan Schalck aan de minister van Landsverdediging over "de terugkeer van de heer Pirson bij het Brandwondencentrum in Neder-Over-Heembeek en zijn gevolgen" (nr. 3131)
- de heer Pieter De Crem aan de minister van Landsverdediging over "de gevolgen van de conclusies van de onderzoekscommissie Brisaert" (nr. 3147)
- de heer Pieter De Crem aan de minister van Landsverdediging over "de toestand en de werking van het Brandwondencentrum te Neder-over-Heembeek" (nr. 3148)
- mevrouw Catherine Doyen-Fonck aan de minister van Landsverdediging over "de werking van het militair hospitaal" (nr. 3157)

03.01 Luc Sevenhans (VLAAMS BLOK): Ce dossier a pris valeur de symbole. Le ministre s'est fait une mauvaise réputation parmi les militaires. Il a refusé de répondre à l'interpellation que j'ai développée le 26 mai 2004. Grâce au président De Croo, une deuxième chance m'est accordée aujourd'hui. Ce dossier me préoccupe parce que le ministre avait annoncé à grand fracas, parmi d'autres mesures, la constitution d'une commission d'enquête. A l'époque, le dossier aurait encore pu être géré. Aujourd'hui, il est pourri.

(En français) Le ministre a déclaré que la commission pourrait disposer de tous les documents. Il s'est engagé devant le Parlement à suivre toutes les recommandations, sans aucune hésitation.

(En néerlandais) Le ministre a refusé de répondre le 26 mai. Il fait comme si les conclusions de la commission d'enquête Brisaert n'existaient pas. Pourquoi alors la fanfaronnade du 11 mars ? Le ministre adhère-t-il aux conclusions de la commission d'enquête ? Son attitude étrange a encore envenimé la situation.

M. Pirson a intenté une action devant le Conseil d'Etat qui avance des arguments étonnants en grande partie justifiés et entre dans les moindres détails. Je m'étonne qu'il n'ait pas été recouru à la possibilité de mutation. Pour le Conseil d'Etat, le colonel Villet a fait de l'excès de zèle. Bien que le Conseil estime que le colonel Villet a commis des erreurs sur le plan de la procédure, je considère qu'il ne doit pas être sanctionné. Il s'agit-là d'un problème supplémentaire causé par le véritable commanditaire qui n'est autre que le ministre, à qui incombe la responsabilité politique. En ce qui concerne M. Pirson, je n'ai jamais visé l'homme. La conclusion de la commission Brisaert était claire. Le ministre n'en a pas tenu compte. Si l'hôpital de Neder-over-Heembeek fonctionne mal, c'est à cause de lui. Il faut sauver ce qui peut encore l'être. Que compte faire le ministre ?

03.02 Stef Goris (VLD): Je n'utiliserai pas le même ton que M. Sevenhans pour évoquer ce délicat dossier. Depuis des semaines, nous parlons de médecins à l'heure où l'armée, qui compte 40.000 hommes, fait l'objet d'une réforme. En l'espèce, il s'agit d'un médecin qui vide un différend social avec le personnel.

Ce dossier délicat, qui devrait être traité avec la sérénité requise, a malheureusement été aspiré dans la tourmente politique. Après la parution de

03.01 Luc Sevenhans (VLAAMS BLOK): Dit dossier is een symbooldossier geworden. De minister heeft een slechte naam gekregen bij de militairen. Ik heb op 26 mei 2004 al geïnterpelleerd. De minister weigerde toen te antwoorden. Dankzij voorzitter De Croo krijg ik nu een tweede kans. Ik maak mij druk om dit dossier, omdat de minister op 11 maart 2004 met veel poeha onder meer een onderzoekscommissie aankondigde. Toen was het dossier nog te redden. Vandaag is het verziekt.

(Frans) De minister verklaarde dat de commissie over alle documenten kon beschikken. Hij heeft het Parlement beloofd alle aanbevelingen zonder aarzelen te volgen.

(Nederlands) Op 26 mei weigerde de minister te antwoorden. Hij doet alsof de conclusies van de onderzoekscommissie-Brisaert niet bestaan. Waarom dan die grootspraak op 11 maart? Gaat de minister niet akkoord met de besluiten van de onderzoekscommissie? De vreemde houding van de minister heeft het dossier verder verziekt.

De heer Pirson is naar de Raad van State gestapt. De Raad heeft verbazende argumenten, die grotendeels terecht zijn, en gaat wel erg in detail. Ik vind het vreemd dat men geen gebruik heeft gemaakt van de mutatiemogelijkheid. Volgens de Raad is kolonel Villet in zijn ijver te ver gegaan. Hoewel Villet volgens de Raad procedurefouten heeft gemaakt, moet men voor mij niet optreden tegen Villet. Dit is een bijkomend probleem, veroorzaakt door de echte opdrachtgever. Die opdrachtgever is de minister, die de politieke verantwoordelijke is. Ik heb inzake Pirson nooit op de man gespeeld. De conclusie van de commissie-Brisaert was duidelijk. De minister heeft ze niet toegepast. Door de minister draait Neder-over-Heembeek vierkant. We moeten redden wat er te redden valt. Wat zal de minister nu doen?

03.02 Stef Goris (VLD): Ik neem in dit delicaat dossier de toon van de heer Sevenhans niet over. We discutenen nu al weken over geneesheren op een ogenblik dat de Krijgsmacht, die 40.000 militairen telt, wordt gereorganiseerd. Het gaat hier om een geneesheer die een sociaal conflict uitvecht met het personeel.

Dit is een delicaat dossier, dat met de nodige sereniteit zou moeten worden behandeld. Helaas is het in een politieke maalstroom terechtgekomen.

quelques articles dans un certain quotidien, un parti d'opposition a perçu l'odeur du sang.

Le dossier se trouve clairement dans une impasse : le Conseil d'Etat donne raison au docteur Pirson, mais il y a une rupture de confiance entre ce dernier et le reste du personnel. Le colonel Pirson avait été chargé de moderniser l'organisation de l'hôpital militaire, mais dans le cadre de cette mission, il s'est mis le personnel à dos. En fait, il n'incombe pas au ministre mais bien aux autorités militaires, de résoudre cette affaire.

Quelle est actuellement la situation à l'hôpital militaire en général et au Centre des Grands Brûlés en particulier ? Quelles sont les conséquences de toute cette agitation pour les patients ? Quand l'audit promis sera-t-il disponible ? Quels aspects seront-ils examinés ? Les activités *extra muros* des médecins seront-elles également répertoriées ?

03.03 Daan Schalck (sp.a-spirit): Les conclusions de la commission Brisaert et la décision du Conseil d'Etat montrent surtout qu'il était vain de vouloir jouer l'homme plutôt que la balle, comme d'aucuns l'ont fait.

Je respecte l'arrêt du Conseil d'Etat, même s'il n'est pas de nature à me réjouir. Il ne résout évidemment pas le problème structurel né de la rupture de confiance entre le colonel Pirson et le reste du personnel, ainsi que de son inaptitude à diriger.

La décision du Conseil d'Etat signifie-t-elle que le colonel Pirson peut réintégrer l'hôpital militaire ou est-il précisé qu'il doit s'agir du service des Grands Brûlés ? Comment se présente concrètement la situation au service des Grands Brûlés, en attendant les conclusions de l'audit ? Ne faudrait-il pas convertir le service des Grands Brûlés en un véritable hôpital de crise, investi de missions précises, au lieu de conserver la structure militaire ? Quelles mesures vont être prises pour améliorer les conditions de travail du personnel et l'accueil des patients ?

03.04 Pieter De Crem (CD&V): La façon dont les différentes instances traitent ce dossier est proprement scandaleuse. Il est vrai que la commission Brisaert avait pour mission d'évaluer le respect de la déontologie médicale mais elle ne s'est pas prononcée à cet égard. Or, il s'agissait d'un élément essentiel pour les médecins. Leur action n'était donc pas une simple grève, comme

Na enkele artikels in een bepaalde krant rook een oppositiepartij bloed.

Er is momenteel duidelijk sprake van een patstelling: de Raad van State stelt dokter Pirson in het gelijk, maar er is een vertrouwensbreuk tussen hemzelf en de rest van het personeel. Kolonel Pirson had de opdracht gekregen de organisatie van het militair hospitaal te moderniseren, maar hij heeft hierbij het personeel tegen zich in het harnas gejaagd. Eigenlijk is het niet de taak van de minister, maar van de militaire overheid, om deze zaak op te lossen.

Hoe is de actuele situatie in het militair hospitaal in het algemeen en in het Brandwondencentrum in het bijzonder? Welke gevolgen ondervinden de patiënten van deze heisa? Wanneer zal de beloofde audit klaar zijn? Wat zal hij onderzoeken? Zullen ook de activiteiten *extra muros* van de artsen in kaart worden gebracht?

03.03 Daan Schalck (sp.a-spirit): De besluiten van de commissie-Brisaert en de uitspraak van de Raad van State bewijzen vooral dat de man spelen in plaats van de bal, zoals sommigen in dit dossier hebben gedaan, geen enkele zin heeft gehad.

Ik respecteer het arrest van de Raad van State, maar ik kan niet zeggen dat ik er gelukkig mee ben. Het structurele probleem van de vertrouwensbreuk tussen kolonel Pirson en de rest van het personeel en van zijn gebrek aan leidinggevende kwaliteiten wordt door het arrest natuurlijk niet opgelost.

Betekent de uitspraak van de Raad van State dat kolonel Pirson terug kan komen naar het militair hospitaal of wordt gespecificeerd dat het om het Brandwondencentrum moet gaan? Hoe is de concrete situatie in het Brandwondencentrum in afwachting van de besluiten van de audit? Moet men het Brandwondencentrum niet omvormen tot een volwaardig crisishuis met specifieke opdrachten in plaats van te blijven werken vanuit de militaire structuur? Welke maatregelen zullen worden getroffen om de werksituatietoestand voor het personeel en de opvang van de patiënten te verbeteren?

03.04 Pieter De Crem (CD&V): De manier waarop dit dossier door de verschillende instanties wordt afgehandeld, is ronduit schandig. De commissie-Brisaert was weliswaar bevoegd om te oordelen over het respect voor de medische plichtenleer, maar ze heeft zich hierover niet uitgesproken. Dit was nochtans voor de artsen een cruciaal element. De actie die ze hebben gevoerd, was dus geen

d'aucuns l'ont affirmé, mais l'expression d'une demande de respect et d'attention pour la déontologie médicale. Le chef d'état-major l'a compris et, en concertation avec les médecins, il a rédigé un texte de consensus soulignant que la déontologie médicale a bien cours à l'hôpital militaire.

Dans l'intervalle, trois enquêtes ont été menées: l'enquête interne qui est à la base du dossier, le rapport du conseil médical et celui de la commission d'enquête ad hoc.

Le premier arrêt du Conseil d'Etat ne suspend la décision du 21 avril qu'en ce qui concerne le retour du colonel Pirson, pas en ce qui concerne les conclusions de la commission d'enquête. On peut se demander pourquoi le recours des chirurgiens, daté du 28 avril, n'a pas encore été signifié au greffe. Quoi qu'il en soit, le chef de service devait être réintégré. Les médecins ont aussitôt fait savoir que la collaboration était impossible. La conclusion de la commission d'enquête, qui faisait mention d'une "situation catastrophique", allait d'ailleurs également en ce sens. Le colonel Villet était préparé à cette situation et a immédiatement muté le chef de service. Le second arrêt du Conseil d'Etat suspend l'éloignement du service du colonel Pirson et impose une astreinte à l'Etat aussi longtemps qu'il n'est pas réintégré. En réalité, M. Pirson ne remplit toujours pas les conditions statutaires pour pouvoir exercer sa fonction, étant donné qu'il n'est pas qualifié pour les soins intensifs. La décision du Conseil d'Etat contrevient donc au règlement de manière flagrante.

03.05 Stéf Goris (VLD): M. De Crem répète inlassablement la même rengaine. Pourquoi donc ne s'incline-t-il pas devant la réalité juridique et la situation sur place?

Quoi qu'il en soit, le chef de service ne satisfait pas aux conditions nécessaires à l'exercice de sa fonction. J'observe également que les chirurgiens n'ont jamais été condamnés. On peut parler de complaisance puisqu'on laisse persister une situation contraire au règlement. Les déclarations selon lesquelles les médecins auraient pris les patients en otage en faisant la grève sont infondées.

03.07 Daan Schalck (sp.a-spirit): Ni M. Goris, ni moi-même n'avons tenu de tels propos. Il s'agit, en l'espèce, d'un procès d'intention.

03.08 Pieter De Crem (CD&V): S'il faut en croire M. Schalck, toutes ces déclarations n'auraient donc jamais été faites. En tout état de cause, il est faux

gewone staking, zoals sommigen beweerden, maar een vraag tot respect en aandacht voor de medische deontologie. De stafchef heeft dit ingezien en heeft in overleg met de artsen een consensustekst opgesteld, waarin werd beklemtoond dat de medische plichtenleer wel degelijk van toepassing is in het militair hospitaal.

Ondertussen werden er drie onderzoeken gevoerd: het intern onderzoek, dat aan de basis ligt van dit dossier, het verslag van de medische raad en dat van de ad hoc enquêtecommissie.

Het eerste arrest van de Raad van State schorst de beslissing van 21 april enkel wat de terugkeer van kolonel Pirson betreft, niet de conclusies van de enquêtecommissie. Men kan zich afvragen waarom het beroep van de chirurgien van 28 april nog niet betekend is bij de griffie. Hoe dan ook, het diensthoofd moest terugkeren. De artsen hebben daarop onmiddellijk laten weten dat samenwerken onmogelijk was. Dit was trouwens ook de conclusie van de enquêtecommissie, die gewag maakte van een "catastrofale situatie". Kolonel Villet was hierop voorbereid en heeft het diensthoofd onmiddellijk gemuteerd. Het tweede arrest van de Raad van State schorst de verwijdering uit de dienst van kolonel Pirson en legt de Staat een dwangsom op zolang men hem niet laat terugkeren. In werkelijkheid voldoet de heer Pirson echter nog steeds niet aan de statutaire vereisten om zijn functie uit te oefenen, aangezien hij niet gekwalificeerd is voor intensieve zorgen. De uitspraak van de Raad van State is dus in flagrante tegenstelling met het reglement.

03.05 Stéf Goris (VLD): De heer De Crem blijft tot vervelens toe hetzelfde herhalen. Waarom kan hij zich niet neerleggen bij de juridische realiteit en de situatie ter plaatse?

03.06 Pieter De Crem (CD&V): Hoe men het ook draait of keert, het diensthoofd voldoet niet aan de voorwaarden om zijn ambt uit te oefenen. Ik merk ook op dat de chirurgien nooit veroordeeld zijn. Er is sprake van een gedoogbeleid, aangezien men een situatie laat bestaan die het reglement niet toestaat. De verklaringen als zouden de artsen de patiënten gegijzeld hebben door te staken, zijn onjuist.

03.07 Daan Schalck (sp.a-spirit): Noch ik, noch collega Goris hebben ooit zoiets gezegd. Er wordt hier een intentieproces gevoerd!

03.08 Pieter De Crem (CD&V): Al die verklaringen zouden volgens de heer Schalck dus nooit zijn afgelegd. Hoe dan ook is het onjuist te beweren dat

de prétendre que les médecins ont pris les patients en otage. Le chef de service est le seul et unique preneur d'otages. En réalité, l'arrêt du Conseil d'Etat signifie qu'un ordre militaire prime la déontologie médicale. M. Schalck se rallie-t-il à cette thèse, amoral à mes yeux ? N'a-t-il pas plaidé en faveur d'une démilitarisation de l'hôpital ? Ce rapport de subordination entre liberté thérapeutique et déontologie médicale, d'une part, et ordre militaire, d'autre part, me rappelle des temps funestes qui ne sont pas très éloignés. Il est grand temps que le Parlement prenne ses responsabilités et soutienne les médecins. Quand le ministre se pourvoira-t-il en cassation contre l'arrêt ? Le Conseil d'Etat a en effet manifestement outrepassé ses compétences.

03.09 Catherine Doyen-Fonck (cdH) Les conclusions de la Commission ad hoc rendues le 2 avril dernier établissaient que la collaboration entre le lieutenant-colonel médecin Pirson et les quatre chirurgiens concernés était impossible à l'époque mais également à l'avenir. La situation s'est fortement dégradée à la suite notamment de diverses interventions médiatiques. Je vous ai déjà demandé en séance plénière si l'État-major avait été consulté préalablement à cette interview et si cette dernière était compatible avec les obligations disciplinaires d'un militaire de ce rang.

Le lieutenant-colonel Pirson a introduit un recours auprès du Conseil d'État, un chirurgien du service a été muté tandis que les trois autres ont déposé leurs demandes de mutation. Dès lors, le Centre des grands brûlés est-il fonctionnel ou assure-t-il uniquement des urgences ? Les intérêts de santé publique restent-ils prioritaires dans ce dossier ? Quelles mesures concrètes comptez-vous prendre et surtout quand comptez-vous les mettre en œuvre ?

03.10 André Flahaut, ministre (*en français*): Ma préoccupation première est de maintenir l'hôpital militaire en fonction au sein du département de la Défense malgré les problèmes rencontrés et aggravés entre autres par des interviews et l'introduction de recours en justice. En outre, j'entends inscrire l'hôpital militaire dans un ensemble hospitalier belge. A cette fin, je compte établir un contrat de gestion et constituer un centre des grands brûlés au sein de cet hôpital. Il faut donc distinguer d'une part, l'hôpital militaire et d'autre part, le centre des grands brûlés.

En effet et malgré une certaine confusion, le docteur Pirson n'est pas le chef de l'hôpital militaire. A ce jour, le chef de l'hôpital militaire, le

de artsen de patiënten gegijzeld hebben. De enige gijzelnemer is het diensthoofd. De uitspraak van de Raad van State komt er eigenlijk op neer dat een militair bevel de medische plichtenleer overschrijdt, wat volgens mij amoreel is. Is de heer Schalck het hiermee eens, hij die er toch voorstander van is om het hospitaal uit de militaire structuren te halen? De therapeutische vrijheid en de medische plichtenleer ondergeschikt maken aan een militair bevel, roept funeste herinneringen op aan een niet zo ver verleden. Het is hoog tijd dat het Parlement zijn verantwoordelijkheid neemt en de artsen steunt. Wanneer zal de minister in cassatie gaan tegen het arrest? De Raad van State heeft immers manifest zijn bevoegdheid overschreden.

03.09 Catherine Doyen-Fonck (cdH): De commissie ad hoc was op 2 april jongstleden tot het besluit gekomen dat luitenant-kolonel-geneesheer Pirson en de vier betrokken chirurgen op dat ogenblik maar ook in de toekomst onmogelijk hun samenwerking konden voortzetten. Mede als gevolg van een aantal optredens in de media is de toestand ondertussen erg verslechterd. In plenaire zitting heb ik u reeds gevraagd of de legerleiding vóór dit interview geraadpleegd werd en of dit interview wel strookte met de tuchtrechtelijke verantwoordingsplicht van een militair van die graad.

Luitenant-kolonel Pirson heeft beroep aangetekend bij de Raad van State, een chirurg van de dienst werd gemuteerd terwijl de drie andere chirurgen een aanvraag tot mutatie hebben ingediend. Vandaar mijn vraag of het brandwondencentrum nog operationeel is of dat het enkel dringende ingrepen uitvoert. Blijft de volksgezondheid een hoofdbekommernis in dit dossier? Welke concrete maatregelen zal u treffen en vooral, wanneer zal u ze uitvoeren?

03.10 Minister André Flahaut (*Frans*): Ik wil vooral dat het militair hospitaal kan blijven functioneren binnen het departement Landsverdediging, ondanks de problemen, die onder meer door interviews en het instellen van rechtszaken nog meer op de spits werden gedreven. Tevens wil ik dat het militair hospitaal in het Belgisch ziekenhuislandschap wordt ingebed. Daartoe zal ik een beheerscontract laten opstellen en binnen dat hospitaal een brandwondencentrum oprichten. Er moet dus een onderscheid worden gemaakt tussen het militair hospitaal, enerzijds, en het brandwondencentrum, anderzijds.

Er lijkt enige verwarring te heersen, maar dokter Pirson is niet de chef van het militair hospitaal. Kolonel Vilet cumuleert die functie thans met het

colonel Vilet cumule cette fonction avec celle de chef de la composante médicale.

Je tiens à rappeler que je n'ai procédé à aucun « parachutage » puisque le colonel Pirson occupait déjà ses fonctions il y a trois ans après avoir été désigné par le général Vanhove qui était alors chef de la composante médicale.

La Commission était chargée d'établir si le colonel Pirson - qui avait été traîné dans la boue - avait posé des actes médicaux ayant entraîné la mort.

J'attire l'attention sur le fait que, selon les conclusions de la commission, les actes médicaux pouvaient être posés mais qu'il existait des problèmes de management. La commission de déontologie numéro deux, composée différemment, est donc arrivée aux mêmes conclusions que la première, en constatant que le docteur Pirson n'avait pas posé d'acte médical qui puisse lui être reproché. Elle s'est aussi penchée sur l'ensemble de la problématique du Centre pour conclure qu'à l'avenir, il est impossible d'envisager une collaboration entre les gens qui sont là.

J'ai demandé un audit général portant sur l'ensemble de la fonction médicale au sein de l'armée belge. En attente de ses conclusions, une sorte de trêve a été demandée aux parties en présence.

Il y a eu des recours. Le Conseil d'État, par son arrêt du 9 juin, a interdit à la Défense de poser tout acte de nature à entraver la reprise de fonction du requérant. La Défense se conforme à cette décision.

Tous les audits précédents – dont certains étaient restés confidentiels – ont été transmis au groupe de travail.

En nommant le docteur Pirson à l'époque, je n'ai fait que confirmer que les éléments en présence permettaient de valoriser le Centre des grands brûlés. C'est alors, quand j'ai dit que je soutenais le développement du Centre, que tous les problèmes ont surgi. Je crois que les cumuls ne doivent pas être rendus impossibles, bien qu'il ne faille pas généraliser. Mais on n'a jamais dit au départ qu'il fallait supprimer tous les cumuls. Beaucoup de choses, dans ce dossier, ont été énervées par des interprétations formulées d'un côté ou de l'autre.

J'apprécie, Madame Doyen, la formulation de votre question, puisque vous parlez de l'hôpital militaire

ambt van hoofd van de medische component.

Ik wil erop wijzen dat ik niemand tot chef van het militair hospitaal heb gebombardeerd, aangezien kolonel Pirson die functie al drie jaar lang bekleedde. Generaal Vanhove, de toenmalige chef van de medische component, had hem immers in die functie benoemd.

De commissie moest nagaan of kolonel Pirson – wiens naam door het slijk was gehaald – medische handelingen heeft gesteld met de dood als gevolg.

Ik vestig de aandacht op het feit dat, volgens de conclusies van de commissie, het medisch werk kon worden voortgezet, maar dat er managementproblemen waren. De tweede anders samengestelde deontologische commissie kwam dus tot dezelfde conclusies als de eerste en stelde vast dat dokter Pirson geen medische handeling had uitgevoerd die hem kan worden verweten. Zij heeft zich ook gebogen over de hele problematiek van het Centrum en kwam tot het besluit dat de aanwezige mensen in de toekomst onmogelijk nog kunnen samenwerken.

Ik heb een algemene audit gevraagd over heel de medische functie bij het Belgisch leger. In afwachting van die conclusies werd de betreffende partijen gevraagd de 'vijandelijkheden' te staken.

Er werden beroepen ingesteld. De Raad van State verbood Landsverdediging bij arrest van 9 juni enige daad te stellen die de eiser zou beletten zijn functie weer op te nemen. Landsverdediging volgt de beslissing van de Raad.

Al de vorige audits – ook diegene die tevoren als vertrouwelijk werden aangemerkt – werden aan de werkgroep bezorgd.

Door dokter Pirson destijds te benoemen, bevestigde ik enkel dat de aanwezige personeelsleden het brandwondencentrum ten goede kwamen. Toen ik zei dat ik achter de uitbreiding van het centrum stond, staken de problemen de kop op. Ik meen dat cumulatie niet onmogelijk moet worden gemaakt, maar in deze kunnen geen algemene regels worden bepaald. Er werd ook nooit van uitgegaan dat aan elke cumulatie een eind moest komen. Heel wat elementen uit dit dossier werden op de spits gedreven door interpretaties aan deze en gene kant.

Mevrouw Doyen, ik stel de formulering van uw vraag op prijs vermits u het heeft over het militair

et non du Centre des Grands Brûlés. C'est ainsi qu'il faut voir les choses.

Les militaires devront faire des propositions sur base de l'audit. Ensuite, des décisions seront prises, dans l'optique d'assurer la pérennité de l'hôpital militaire. Pour la petite histoire, je rappelle que, quand j'ai pris mes fonctions, celui-ci, ainsi que le Centre des Grands Brûlés, étaient voués à la disparition. Je ne voudrais pas que l'histoire se répète.

03.11 Luc Sevenhans (VLAAMS BLOK): Je rejoins le ministre jusqu'à un certain point mais je conclus de sa réponse qu'il continuera à faire procéder à des audits et à des études jusqu'à ce qu'il en trouve une qui lui convienne.

Par ailleurs, la distinction entre le docteur Pirson et le colonel Pirson est importante. Le médecin a été disculpé et c'est une bonne chose pour la réputation de l'hôpital. Le colonel en revanche a été désigné par le ministre pour occuper une fonction déterminée, dans un but précis. Rien n'a eu raison de lui, bien que d'autres militaires soient payés pour rester chez eux. La défense du colonel Pirson s'en offusquera peut-être mais la conclusion de la commission Brisaert est claire : il faut lui attribuer une autre fonction.

Le dossier est totalement politisé. La faute en incombe au ministre. La seule solution consiste à l'éloigner en lui accordant une promotion car la coopération entre le colonel Pirson et les autres médecins est tout bonnement impossible. Je suggère au ministre de l'engager dans son cabinet.

03.12 Stef Goris (VLD): La commission Brisaert est arrivée à la conclusion que M. Pirson n'est pas en mesure de collaborer avec les autres médecins du service. Nous devons en tenir compte. Ce même rapport révèle que M. Pirson n'a commis aucune faute médicale ou déontologique. M. De Crem a estimé que M. Pirson n'est pas titulaire d'un diplôme spécifique. Cet argument a été utilisé pour l'attaquer. La commission a en effet estimé que la nécessité d'obtenir ce diplôme était toute relative. Il y a quelques semaines, le problème d'une petite fille gravement brûlée relaté dans *Ter Zake* a été détourné à des fins politiques. Le dossier des médecins en grève ne constitue pas un cas isolé. Dans notre pays, les militaires sont les seuls à ne pouvoir prétendre au droit de grève. Un certain nombre de médecins officiers ont déposé le scalpel. D'autres officiers sont également inactifs

ziekenhuis en niet over het Brandwondencentrum. Zo dient men de zaken te bekijken.

De militairen moeten nu voorstellen doen op grond van de doorlichting. Vervolgens worden maatregelen getroffen teneinde het voortbestaan van het militaire ziekenhuis te verzekeren. Terloops herinner ik eraan dat toen ik in functie ben getreden, het militair ziekenhuis en het Brandwondencentrum gedoemd waren te verdwijnen. Ik wil niet dat de geschiedenis zich herhaalt.

03.11 Luc Sevenhans (VLAAMS BLOK): Ik kan de minister tot op zekere hoogte volgen, maar ik kan uit zijn antwoord wel afleiden dat hij audits en studies zal blijven bestellen tot er eentje in zijn kraam past.

Verder is het onderscheid tussen dokter Pirson en kolonel Pirson erg belangrijk. De dokter is vrijgesproken en dat is voor de naam en faam van het hospitaal maar goed ook. De kolonel is echter door de minister in een functie geplaatst met een bepaald doel. Tegenwind kon hem niet wegblazen, hoewel er ook andere militairen thuis zitten met behoud van wedde. De verdediging van Pirson mag dan wel geschaad zijn, de conclusie van de commissie-Brisaert is erg duidelijk: geef de man een andere functie.

Dit dossier is volledig gepolitiseerd. De schuld ligt bij de minister, niet bij de oppositie. De enige oplossing die ik zie, is de man wegpromoveren, want een samenwerking tussen Pirson en de andere artsen is gewoon onmogelijk geworden. Ik stel voor dat de minister hem op zijn kabinet tewerkstelt.

03.12 Stef Goris (VLD): De conclusie van de commissie-Brisaert is dat Pirson niet kan samenwerken met de andere geneesheren van de dienst. Men moet hiermee rekening houden. Volgens datzelfde rapport heeft Pirson geen medische en deontologische fouten gemaakt. De heer De Crem vond dat Pirson een bepaald diploma ontbeerde. Dit was een stok om de hond te slaan, want de commissie heeft de noodzaak van het behalen van dit diploma sterk gerelativeerd. Enkele weken geleden werd in *Ter Zake* het probleem van een zwaar verbrand meisje misbruikt voor politieke doeleinden. De zaak van de stakende geneesheren is geen alleenstaand geval. Militairen in ons land hebben als enigen geen stakingsrecht. Een aantal geneesheren-officieren heeft het scalpel neergelegd. Ook andere officieren staan op non-actief omdat een mutatie hen niet zint. De minister

parce qu'une mutation ne leur convient pas. Le ministre doit être attentif à cette question car de simples volontaires de carrière n'ont pas ce privilège. M. De Crem propose au ministre de se pourvoir en cassation contre le Conseil d'Etat. Selon les informations dont je dispose, cette procédure n'est pas envisageable.

03.13 Pieter De Crem (CD&V): Cela peut se faire par l'entremise de la Cour de Cassation.

03.14 Stef Goris (VLD): La procédure me paraît étrange. Je laisse aux éminents juristes le soin de trancher.

03.15 Daan Schalck (sp.a-spirit): Je reste en proie à un sentiment de malaise. Après que la commission Brisaert a rendu ses conclusions sur l'exercice des fonctions dirigeantes, M. Goris et moi-même avons estimé que la collaboration au sein de l'hôpital était importante. Je n'aime pas que l'on me prête des intentions. M. De Crem a mis cette affaire sur le devant de la scène en se livrant à une attaque personnelle. Lorsque la commission a souhaité se rendre à l'hôpital, M. De Crem y est allé seul la veille. Le Conseil d'Etat ayant rendu un avis qui n'avait pas l'heur de lui plaire, il a refusé jeudi dernier de participer à un débat en séance plénière. Je n'ai jamais fait le moindre reproche aux chirurgiens dans ce dossier. J'ai toujours préconisé d'organiser cet hôpital comme un hôpital. J'espère que M. De Crem produira la semaine prochaine les textes dans lesquels j'aurais affirmé que les patients sont pris en otage. Il persiste à vouloir rendre justice lui-même alors qu'il conviendrait de confier une nouvelle mission à l'hôpital dans son ensemble. A force de nous renvoyer la balle, nous risquons de jouer un rôle dans ce combat personnel.

03.16 Pieter De Crem (CD&V): La majorité souffre de cécité aiguë. Elle est incapable de lire l'arrêt du Conseil d'Etat qui condamne le ministre, pas l'opposition. Le CD&V donne un coup de pouce au ministre pour lui éviter une situation désagréable, à savoir un pourvoi en cassation. La majorité ne veut pas venir en aide au ministre. Pour le Conseil d'Etat, le conseil médical est compétent, il a eu raison et des erreurs déontologiques et médicales ont été commises. Le Conseil d'Etat donne raison au conseil médical sur toute la ligne. On ne peut donc pas parler d'un simple problème de gestion.

Il ne s'agit nullement d'un problème communautaire, mais d'un dossier qui concerne le Centre des grands brûlés dans son ensemble. L'audit de 1998 n'arrête pas d'y circuler. Cette

moet hier aandacht aan besteden, want gewone beroepsvrijwilligers hebben dit voorrecht niet. De heer De Crem stelt de minister voor om in cassatie te gaan tegen de Raad van State. Volgens mijn informatie is dit niet mogelijk.

03.13 Pieter De Crem (CD&V): Dit kan via het Hof van Cassatie.

03.14 Stef Goris (VLD): Het lijkt mij een vreemde procedure. Ik laat dit over aan prominente juristen.

03.15 Daan Schalck (sp.a-spirit): Ik blijf met een onaangenaam gevoel zitten. Na de conclusies van de commissie-Brisaert over het leidinggeven vonden de heer Goris en ikzelf samenwerking in het ziekenhuis belangrijk. Ik houd er niet van dat men in mijn plaats een intentieproces maakt. De heer De Crem heeft de zaak onder de aandacht gebracht met een persoonlijke aanval. Toen we met de commissie een gezamenlijk bezoek wilden afleggen, ging hij de dag voordien op zijn eentje. Toen er dan een uitspraak was van Raad van State die hem niet zinde, weigerde hij vorige donderdag een debat in de plenaire vergadering. Ik heb in dit dossier de chirurgen nooit iets verweten. Ik heb er steeds voor gepleit om dat ziekenhuis in de toekomst als ziekenhuis te organiseren. Ik hoop dat de heer De Crem volgende week de teksten zal tonen waarin ik zeg dat de patiënten worden gegijzeld. Hij blijft zelf rechtbank spelen, terwijl het ziekenhuis in zijn geheel een nieuwe missie nodig heeft. Als dit pingpongspelletje doorgaat, dreigen we een rol te spelen in een persoonlijke strijd.

03.16 Pieter De Crem (CD&V): De meerderheid leidt aan acute blindheid. Ze kan het arrest van de Raad van State niet lezen. De minister is veroordeeld, niet de oppositie. CD&V geeft de minister een opstapje om een onaangename situatie op te lossen, namelijk een cassatieverzoek. De meerderheid wil de minister niet helpen. De Raad van State zegt dat de medische raad bevoegd is, gelijk had en dat er deontologische en medische fouten zijn gemaakt. De Raad van State geeft de medische raad over de hele lijn gelijk. Dat is nog wat anders dan een managementprobleem.

Het is helemaal geen communautaire kwestie, maar wel een zaak van heel het Brandwondencentrum. De audit van 1998 circuleert hier voortdurend. In dat jaar waren de betrokken

année-là, les médecins concernés ne travaillaient toutefois pas encore au Centre. Il n'y a pour l'heure plus de supérieur hiérarchique.

Le ministre rejette notre proposition de saisir la Cour de Cassation du dossier. Comme pense-t-il résoudre le problème ? Il va devoir déplacer le chef de service suspendu dans un autre service.

Le **président**: Je n'ai jamais entendu qu'un arrêt du Conseil d'Etat soit soumis à la censure de la Cour de cassation. Mélanger la juridiction administrative et ordinaire est impensable !

03.17 Catherine Doyen-Fonck (cdH): J'ai été étonnée de vous entendre dire que vous n'aviez pas eu les résultats des audits précédents ?

03.18 André Flahaut, ministre (*en français*): J'ai eu connaissance des conclusions des audits KPMG et ACOS EVAL suite auxquels je n'ai pris aucune décision ; je n'avais pas connaissance des audits réalisés avant 1999, si ce n'est par le biais de l'étude réalisée par le Dr. Pasuch. En toute logique, j'ai demandé qu'on ne refasse pas le travail déjà fait précédemment.

03.19 Catherine Doyen-Fonck (cdH): Vous faites, par ailleurs, appel au civisme du personnel et des médecins mais la situation actuelle n'est plus celle du moment où vous aviez demandé que le responsable reste en retrait ! Il n'y a que vous qui pouvez décider que l'intérêt de la santé publique est prioritaire. Qu'apportera de plus l'audit quand on sait que la commission Brisaert ne laisse pas de doute quant à la collaboration impossible entre les chirurgiens et le lieutenant-colonel Pirson ?

03.20 André Flahaut, ministre (*en français*): Ou on prend une décision maintenant sans avoir une vue globale de la situation ou on attend pour décider sur base d'une réflexion en profondeur.

Si les gens sont incapables de patienter, c'est alors qu'il existe d'autres objectifs. Le mien est de préserver cet outil qu'est l'hôpital.

03.21 Catherine Doyen-Fonck (cdH): Pouvez-vous nous donner une date ?

03.22 André Flahaut, ministre (*en français*): Je prendrai une décision quand j'aurai tous les éléments en main.

artsen echter nog niet aanwezig in het Brandwondencentrum. Er is nu geen hiërarchische overste meer.

De minister gaat niet in op ons voorstel om de zaak voor te leggen aan het Hof van Cassatie. Hoe zal hij deze situatie oplossen? Hij zal het geschorste diensthoofd moeten onderbrengen in een andere dienst.

De **voorzitter**: Ik heb nog nooit gehoord dat een arrest van de Raad van State door het Hof van Cassatie wordt gecensureerd. Vermenging van de administratieve en gewone rechtspraak is ondenkbaar!

03.17 Catherine Doyen-Fonck (cdH): Het verbaasde me u te horen zeggen dat u de resultaten van de vorige audits niet had.

03.18 Minister André Flahaut (*Frans*): Ik heb kennis genomen van de conclusies van de KPMG en ACOS Eval-audits, waarna ik geen beslissing heb genomen. Behalve het onderzoek van Dr. Pasuch, wist ik niet dat er voor 1999 audits waren uitgevoerd. Logischerwijs heb ik gevraagd geen gedaan werk over te doen.

03.19 Catherine Doyen-Fonck (cdH): U doet bovendien een beroep op de burgerzin van het personeel en van de geneesheren maar de toestand is wel geëvolueerd sinds u gevraagd heeft dat het diensthoofd op de achtergrond zou blijven! Alleen u kan beslissen dat het belang van de volksgezondheid op de eerste plaats komt. Wat kan de audit ons nog leren als men weet dat de commissie Brisaert er geen twijfel over laat bestaan dat de chirurg en luitenant-kolonel Pirson niet meer kunnen samenwerken?

03.20 Minister André Flahaut (*Frans*): Ofwel nemen we nu een beslissing zonder dat we een algemene kijk op de toestand hebben ofwel stellen we de beslissing uit totdat we ons grondig over de kwestie hebben bezonnen.

Als de mensen niet kunnen wachten betekent dit dat ze een verborgen agenda hebben. Op mijn agenda staat het behoud van het hospitaal.

03.21 Catherine Doyen-Fonck (cdH): Kunt u ons een datum geven ?

03.22 Minister André Flahaut (*Frans*): Ik zal een beslissing nemen zodra ik over alle elementen beschik.

03.23 Luc Sevenhans (VLAAMS BLOK): Le ministre a pris les mauvaises décisions.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Luc Sevenhans et est libellée comme suit:

“La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Luc Sevenhans et la réponse du ministre de la Défense,
demande au ministre
de donner suite aux conclusions de la commission d'enquête Brisaert.”

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Daan Schalck, Jean-Pol Henry et Stef Goris.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement.

La discussion est close.

La réunion publique de commission est levée à 11h.57.

03.23 Luc Sevenhans (VLAAMS BLOK): De minister heeft de verkeerde beslissingen genomen.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Luc Sevenhans en luidt als volgt:

“De Kamer,
gehoord de interpellatie van de heer Luc Sevenhans
en het antwoord van de minister van Landsverdediging,
vraagt de minister
gevolg te geven aan de conclusies van de onderzoekscommissie Brisaert.”

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Daan Schalck, Jean-Pol Henry en Stef Goris.

Over de moties zal later worden gestemd.

De bespreking is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.57 uur.